

Union Confédérale des
Médecins Salariés de France (UCMSF)
65, rue d'Amsterdam
75008 PARIS
www.smisp.fr

Lille, le 21 juin 2010
Le Président du SMISP
à Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN

Madame la ministre,

La veille sanitaire, la réponse aux alertes et la gestion des crises sanitaires représentent un enjeu majeur de santé publique dont vous avez fait un des objectifs prioritaires de votre action.

Les médecins inspecteurs de santé publique (MISP), au niveau central comme dans les anciens services déconcentrés de votre ministère, se sont, depuis de nombreuses années, investis dans ce domaine. Afin d'assurer la continuité de la veille et de la gestion des alertes sanitaires, ils se sont, en particulier, mobilisés dans l'organisation et la protocolisation des astreintes médicales de fins de semaine ainsi que dans la conception des outils nécessaires dès la parution de la circulaire de décembre 2002, voire avant, à leur initiative, dans certaines régions.

Nous entendons, par la présente, attirer votre attention sur l'organisation de ces astreintes dans le cadre de la mise en place des ARS qui nous paraît particulièrement grave et susceptible d'entraîner d'importantes conséquences tant sur la sécurité que sur la qualité de nos interventions.

La situation semble en effet confuse et peu homogène selon les régions :

- 1- Le périmètre des astreintes est variable : les MISP sont sollicités pour participer tantôt à des astreintes administratives tantôt à des astreintes médicales, voire au deux, soit sur l'ensemble de la région soit dans un département. Ici, il s'agit d'astreintes de fins de semaine, là d'astreintes concernant l'ensemble des plages horaires et jours non ouvrés. Tout comme nous, la population percevrait de façon négative de telles inégalités régionales dans le dispositif de veille et d'alerte.
- 2- L'arrivée dans les ARS de médecins issus d'autres institutions (praticiens conseils de l'assurance-maladie) ou de médecins contractuels pose le problème de leur implication dans les astreintes. On ne peut, en effet, à terme, envisager un travail d'équipe dans la « maison commune » que sont les ARS sans une répartition équitable des tâches, notamment des tâches astreignantes.
- 3- L'organisation de ces astreintes se fait, le plus souvent, sans négociation tant nationale que locale avec les instances représentatives des agents concernés, au moins pour les agents de l'Etat puisque les praticiens conseils négocient actuellement les termes de leur convention collective sur ce sujet et on ne peut que les soutenir dans cette démarche.

Pourtant, en ce qui concerne ce dernier point, le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat modifié par le décret n° 2066-744 du 27 juin 2006 prévoyait dans son article 5 que « *des arrêtés du ministre intéressé, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget, pris après consultation des comités techniques paritaires ministériels, déterminent les cas dans lesquels il est possible de recourir à*

des astreintes » et que « la liste des emplois concernés et les modalités d'organisation des astreintes sont fixés après consultation des comités techniques paritaires ». L'arrêté du 25 avril 2002 précisait les cas susvisés : « continuité du service en vue d'interventions d'urgence, déclenchement de plans d'urgence, alerte sanitaire, maintenance des bâtiments, fonctionnement des systèmes informatiques et alertes informatiques ». Incidemment, dans un décret relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels relevant des ministères chargés des affaires sociales (décret n° 2009-924 du 27 juillet 2009), l'article 2 de l'arrêté du 25 avril 2002 était abrogé et la liste modifiée comme suit « assurer en permanence le recueil et la régulation des alertes, préparer les réponses aux menaces sanitaires, intervenir dans le cadre d'actions de prévention, participer à la préparation et à la gestion d'actions humanitaires, assurer le fonctionnement des systèmes d'information et effectuer des missions de logistique ou de maintenance des bâtiments, accomplir au nom de l'Etat des actes juridiques urgents ». Dans ces conditions, il ne nous semble pas que les comités techniques paritaires aient été consultés dans une totale transparence.

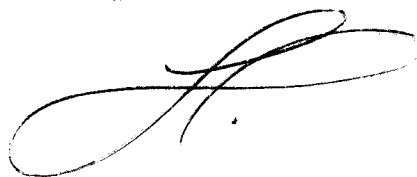
Par ailleurs, de la même façon que les praticiens conseils de l'assurance maladie contestent, à juste raison, leur participation aux astreintes dans la mesure où leur convention collective ne la prévoit pas, nous relevons qu'elle n'est pas, non plus, inscrite dans notre statut.

En conséquence, nous demandons qu'une réelle négociation collective relative aux astreintes (cas où il est possible d'y recourir, liste des emplois concernés, modalités d'organisation, indemnités et modalités de compensation dans le nouveau cadre des ARS,...) s'engage sans tarder pour qu'une position nationale claire soit adoptée. Cette concertation devra concerner dans un premier temps les instances représentatives des agents de fonction publique et dans un deuxième temps être conduite au sein de la commission nationale de concertation des ARS ; il ne faudrait pas, en effet, qu'en l'absence d'une négociation globale au niveau des ARS, des différences notables d'implication et/ou de modes d'organisation ou de rémunération soient constatées entre agents originaires d'institutions différentes.

Dans l'attente, nous vous demandons d'engager les directeurs généraux des ARS à veiller à ce que la participation des MISP aux astreintes reste basée d'une part sur le volontariat et, d'autre part, sur le partage de cette mission dans le nouveau contexte des fonctions médicales dans les ARS, eu égard à l'ordonnance dite de coordination.

Faute d'un engagement de votre part sur la mise en œuvre de cette concertation, son calendrier précis et ses modalités avant le 1^{er} juillet 2010, le SMISP se réserve la possibilité d'engager toutes les actions nécessaires pour faire entendre cette situation préjudiciable aux MISP et à la bonne marche des ARS...

Le président du SMISP
Dr Christian LAHOUTE



Copies à :

- Mr Jean-Marie Bertrand, SGMCAS
- Mr le Prof. Houssin, DGS
- Mme Kirry, DRH